Réaction à la déclaration de politique générale de Valls

Publication : mardi 8 avril 2014 09:08

AFP, 8 avril 2014

Réactions à la déclaration de politique générale de Valls

PARIS, 8 avril 2014 (AFP) - Voici des réactions à la déclaration de politique générale du Premier ministre Manuel Valls devant le Parlement:
- Jean-Pierre Raffarin, sénateur UMP: "Ce n'est pas à la hauteur de la situation. L'objectif, c'est la lutte contre le chômage. Je crains que les moyens n'y soient pas." (déclaration à la presse)
- Gérard Larcher, sénateur UMP: "Je m'attendais à quelque chose de plus fort et je me rends compte que nous avons perdu deux années. Deux années pour que le gouvernement voit que l'entreprise et la baisse du coût du travail sont au coeur de la bataille de l'emploi. Ensuite les 50 milliards d'euros d'économies sont très très mal répartis entre l'Etat et les collectivités. Enfin il n'y a pas de vrai rassemblement autour d'un certain nombre d'objectifs." (déclaration à la presse)
- Jean-Pierre Sueur (PS), président de la commission des lois du Sénat: "Il y a une série de mesures précises en particulier pour la relance de l'économie et de la justice fiscale. Il y a un engagement fort pour des régions fortes. Or il est temps d'avoir des régions fortes pour l'économie et pour l'emploi." (à l'AFP)
- David Assouline, sénateur PS: "La description faite par le Premier ministre de ce que vivent les Français est tout à fait vraie et il est important d'envoyer un message d'empathie. Il a décliné le pacte de responsabilité et le pacte de solidarité de façon très concrète, ce ne sont pas des mots. La suppression des charges sur le SMIC, c'est un apport de pouvoir d'achat, tout comme les annonces d'allégement d'impôt pour les ménages. Il y a un souci de la vérité et à maintenir les engagements pris mais sans renoncer à la justice sociale et sans renoncer à la nécessité de redresser les comptes publics." (à l'AFP)
- Jean-Vincent Placé, chef du groupe écologiste au Sénat: "Ce discours donne une forme de quitus à la décision de notre parti de ne plus participer au gouvernement dans la mesure où c'est la continuité de la politique économique et sociale. Je vois toutefois des signaux. Un signal quand il demande à l'Europe de retrouver le chemin de la croissance. Un signal quand à la loi sur la transition énergétique. Un signal de revalorisation du rôle des parlementaires. Et un signal très fort sur la décentralisation, et on aurait pu croire qu'il s'agit d'un discours écologiste en faveur de la France des régions et des intercommunalités." (à l'AFP)
- Eliane Assassi, présidente du groupe Communiste, républicain et citoyen au Sénat: "Le discours prononcé est bien loin des attentes que les Français ont exprimées en 2012 et aux municipales. Le message qu'ils viennent de lancer n'a pas été entendu." (à l'AFP)
- Frédéric Nihous, président de Chasse, pêche, nature et traditions: "Après un bon et réaliste, et même honnête, bilan des élections municipales et des raisons de la bérézina de sa majorité, le Premier Ministre en a tiré de très mauvaises conclusions quant à la politique qu'il compte mener (...). Hormis son chapitre et ses volontés sur la nécessaire reconfiguration opérationnelle de la décentralisation, partagées par CPNT, ce qui est une issue évidemment à explorer et à mettre en oeuvre vite, le reste de la politique du nouveau Premier Ministre est décevant mais pas étonnant, à l'exemple de la ruralité qui est totalement oubliée et ne bénéficie d'aucun plan prioritaire ! Ainsi, l'ordonnance du docteur Valls ne comporte qu'un véritable sédatif pour la France, du dopant pour ses nouveaux amis EELV et des produits euthanasiants pour la ruralité et les traditions." (communiqué) jlp-gd/rh/fm

Phoca PDF